

Ils sont acceptés par les Russes, qui nous l'ont écrit, par les Américains, qui nous l'ont écrit, et ils sont dans le plan de l'Union européenne. Ils ont été acceptés par les parties aux mois de novembre et décembre derniers. Alors maintenant, si on le veut, on a là les bases d'un accord. Ensuite il faudra passer au dessin d'une carte ; ce sera plus compliqué, mais au moins on pourra avancer.

WASHINGTON, 12 MAI 1994

## **Visite aux Etats-Unis - Déclarations du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé aux radios françaises**

### **Ex-Yougoslavie - Bosnie**

*Q - Sur la réunion de Genève, y a-t-il un petit espoir ?*

R - Je voudrais d'abord souligner l'idée d'une réunion ministérielle à Genève réunissant les ministres américain, russe, les principaux européens, l'idée que je défends depuis des semaines. J'avais réclamé ce que j'ai appelé un groupe de contact pour que tout le monde se mette dans la négociation et que nous tenions tous le même langage aux parties en présence, on y est arrivé. En soi, c'est déjà un point très important. J'espère que pour la première fois les grandes puissances concernées par le règlement de la crise en Bosnie pourront tenir le même langage. Quel langage ? Il est évidemment trop tôt pour le dire aujourd'hui, il me semble néanmoins qu'un accord se dessine sur les bases suivantes : un appel pressant aux parties pour un cessez-le-feu et une cessation générale des hostilités sur toute la Bosnie, immédiatement, pour une durée de plu-

nement de la dette et également à l'économie algérienne ; la France fait un multilatérale à l'économie algérienne ; la France fait un gros effort, les Douze ont accepté de faire un gros effort, je souhaite que d'autres se joignent aussi à nous dans cette voie.

## Rwanda

*Q - Est-ce-que vous avez aussi abordé la tragédie du Rwanda ?*

*R - Oui, nous avons parlé du Rwanda : un million et demi de réfugiés, peut-être cent mille morts, c'est un drame abominable. J'ai rappelé d'abord que, contrairement là encore à ce que l'on dit aujourd'hui, la France s'est beaucoup impliquée au Rwanda. Pendant des mois et des mois, elle a eu des troupes sur le terrain pour s'interposer entre les factions en présence, puis il y a eu un accord de paix à Arusha, l'arrivée d'une force des Nations unies et c'est à ce moment-là que nous avons retiré notre dispositif. On pouvait espérer que les accords d'Arusha allaient se mettre en place et qu'une réconciliation nationale allait s'opérer. Là-dessus est intervenu l'attentat contre l'avion présidentiel qui a déclenché une explosion de violence. Face à cette violence, il ne pouvait pas être fait autre chose que l'évacuation de nos ressortissants. Mais nous ne restons pas inactifs, nous pesons de tout notre poids avec les partenaires de la région, c'est-à-dire le Zaïre, la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi aussi, pour convaincre le Front Patriotique rwandais d'un côté, les forces rwandaises de l'autre, de cesser le feu et de revenir au processus d'Arusha, et puis nous avons mis en place une aide humanitaire très importante qui porte maintenant sur vingt millions de francs dans les pays voisins et également au Rwanda. Enfin, la France soutient l'idée du Secrétaire général des Nations unies d'envoyer une force de 5.500 hommes composée de contingents africains et dans un but humanitaire pour soulager autant que faire se peut le drame que vivent les populations.*